



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

**portant prescriptions complémentaires
(ICPE soumise à autorisation environnementale)
société des Carrières de Brandefert
sur les communes de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ**

Le Préfet des Côtes d'Armor

**Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles R.181-46 et R.181-49 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} avril 1999 autorisant la société des Carrières de Brandefert à exploiter une carrière lieu-dit « Les Vaux » sur les communes de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ jusqu'au 1^{er} avril 2024 ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 17 août 2023, complété le 15 mars 2024, par la société des Carrières de Brandefert en vue de demander la prolongation de l'autorisation d'exploiter jusqu'au 1^{er} avril 2026 pour la carrière des « Vaux » sur les communes de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 18 mars 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le à la connaissance du demandeur par courriel du 20 mars 2024 ;

Considérant l'absence d'observations de la part du demandeur sur ce projet, en retour par courriel du 20 mars 2024 ;

Considérant que le projet, objet du porter à connaissance transmis le 17 août 2023 et complété le 15 mars 2024, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-I du Code de l'Environnement ;

Considérant les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que la durée d'exploitation de cette installation arrive à échéance le 1^{er} avril 2024, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que, selon les dispositions de l'article R.181-49 du Code de l'Environnement la demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation ;

Considérant que l'exploitant justifie cette demande pour terminer l'exploitation du gisement restant sur le périmètre autorisé et pour maintenir un contexte réglementaire permettant de continuer l'exploitation le temps de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'au regard des éléments du dossier concernant le gisement restant sur le périmètre autorisé et des délais nécessaires à l'instruction de la demande de renouvellement et d'extension de la carrière, la demande de prolongation d'exploiter la carrière jusqu'au 1^{er} avril 2026 est justifiée ;

Considérant que le fonctionnement actuel de la carrière ne présente pas d'incidences contraires aux intérêts de l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les impacts induits par cette prolongation n'apparaissent pas être de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que la gestion de la carrière se poursuivra sans aucune modification des effets et des nuisances sur l'environnement ;

Considérant que, selon l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du Code de l'Environnement, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRÊTÉ :

Article 1 : Durée de l'autorisation

La société des Carrières de Brandefert, siège social situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT (35730) est autorisée à prolonger la durée d'exploitation de la carrière au lieu-dit « Les Vaux » sur les communes de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ jusqu'au 1^{er} avril 2026.

Article 2 : Prescriptions applicables

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} avril 1999 restent applicables. Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} avril 1999 relatives à la durée de l'autorisation sont supprimées.

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté sera déposée dans les mairies de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ et pourra y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté sera affichée dans les mairies de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côte d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 181-17 du Code de l'Environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le Tribunal Administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société des Carrières de Brandefert et transmise aux maires de CORSEUL et SAINT-MAUDEZ.

22 MARS 2024

Saint-Brieuc, le
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



David COCHU

